

M. WATSON : Bien que je sois très obligé envers l'honorable député de Selkirk (M. Daly), pour avoir répondu à ma question, je ne suis pas satisfait, et j'aimerais mieux que le ministre s'occupât de la chose, car je sais que la question est devant le maître général des postes.

Sir CHARLES TUPPER : Je commence à regretter la persistance de l'honorable député à vouloir faire faire des dépenses au gouvernement.

M. WATSON : Je crois que ce service coûterait moins cher par le chemin de fer.

Sir JOHN A. MACDONALD : Vous vous trompez.

M. WATSON : L'honorable ministre a pris note de cela ?

Sir CHARLES TUPPER : Oui.

M. PATERSON (Brant) : L'honorable ministre ne devrait pas encourager cette extravagance en en prenant note.

M. BRIEN : Je demanderai si on a l'intention de changer la route de la malle entre Kingsville et Oxley, et la mettre de Essex-Centre à Oxley ? D'importantes requêtes ont été signées dans ce sens, et bien que l'on ait dit pendant l'élection que ce changement avait été promis, j'ai été surpris de recevoir il n'y a pas longtemps une lettre d'un monsieur de cette partie du pays, et je suis peiné de le dire, un chaud partisan du gouvernement, me disant que ce changement n'avait pas eu lieu. Je ne crois pas que ce changement coûterait plus cher ; la distance d'un côté est d'environ vingt milles et d'un autre huit, et ce changement serait grandement avantageux pour une partie du pays très peuplée.

Sir CHARLES TUPPER : L'honorable député devrait écrire un mémoire au maître général des postes à ce sujet.

M. BRIEN : Il est trop tard pour cela.

Terres Fédérales—Perception du revenu..... \$37,548 88

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Depuis quand est due cette réclamation de M. Joseph Whitehead et de MM. Sifton, Ward et Cie.

M. WHITE (Cardwell) : Je crois que cela vient de leur contrat avec le chemin de fer du Pacifique canadien. Aucun autre n'a payé de droits, et on a décidé de leur accorder un remboursement, pour les mettre sur un pied d'égalité.

M. MILLS (Bothwell) : Est-ce un arrangement final ?

M. WHITE (Cardwell) : Oui. Quant à l'item suivant—à M. Donald Codd'une gratification d'un mois d'appointements pour chaque année de service—je dois dire que ce monsieur souffrait depuis au moins un an d'une bien mauvaise santé. Au mois de décembre 1881, lorsqu'il retira son dernier chèque, M. Andrew Russell, alors commis en chef du département parlementaire de ce ministère, suggéra à M. Codd de demander sa mise à la retraite, et ce dernier semble être sous l'impression qu'il en fit la demande, bien que cela ne soit pas le cas. Après le mois de décembre 1881, son chèque cessa de lui être envoyé, à cause de l'impossibilité pour le ministère de recevoir des réponses de lui concernant ses fonctions, et surtout relativement à ses pièces justificatives se rapportant à une avance de \$500 pour ses voyages à titre d'inspecteur des agences des terres fédérales. Cette négligence de la part de M. Codd était probablement due à sa condition tant mentale que physique, et à rien du tout touchant son honnêteté et sa probité ; et bien que le temps opportun pour régler cette affaire soit passé depuis longtemps, cependant, vu les services rendus par M. Codd lorsqu'il était en santé, et vu l'état mental dans lequel il était en décembre 1881, et où il est resté longtemps après, il serait juste et équitable de régler cette affaire, conformément à l'article 9 de l'acte 46 Victoria, chapitre 8, connu sous le titre de Acte du service civil concernant la mise à la retraite, et payer à cet homme un mois de salaire (au taux qu'il recevait) pour

chaque année où il contribua au fonds du service civil, soit, d'après les dossiers, depuis le 11 mai 1872 jusqu'au 31 décembre 1881, neuf ans, sept mois et vingt jours. C'est pour couvrir cette dépense que l'on demande un crédit de \$1,607.31.

M. McMULLEN : Je dois féliciter l'honorable ministre comme étant le seul, ce soir, qui ait donné à la Chambre une explication satisfaisante.

M. MILLS (Bothwell) : Je demanderai si, du temps de M. Codd, le ministère n'a pas souffert de plusieurs pertes relativement aux terres fédérales, et si ces pertes ont jamais été recouvrées.

M. WHITE (Cardwell) : Je ne saurais dire ce que le gouvernement a recouvré, mais je crois que le seul cas de ce genre, du temps de M. Codd, est ce cas de \$5,000. Les quelques derniers mois de service ont prouvé son incapacité, et je crois que nous avons adopté le meilleur moyen de régler la chose.

Acte des licences..... \$26,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Combien nous a coûté ce petit amusement. Ce crédit termine-t-il la transaction ?

Sir CHARLES TUPPER : Je devrai prendre note de cela.

M. MULLOCK : Cela paie-t-il tous les frais ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Mon honorable ami doit voir à cela.

M. MULLOCK : L'année dernière, nous avons voté \$50,000, et je crois que l'on était alors sous l'impression que cela suffirait pour remettre les droits perçus illégalement. Je crois que nous avons aussi découvert que certains droits perçus ne sont jamais entrés dans le trésor. Nous remettons ce que nous n'avons pas eu.

Sir CHARLES TUPPER : Oh non ; vous ne pouvez pas remettre ce que vous n'avez pas eu.

M. MULLOCK : Je veux dire que ces droits ont été interceptés. Ce crédit comprend-il tous les droits perçus par le gouvernement.

Sir CHARLES TUPPER : Je l'espère.

M. MILLS (Bothwell) : Je crois, comme matière de fait, que certains particuliers ont vendu de la boisson en vertu de ces licences, et lorsque la loi fut déclarée *ultra vires*, l'honorable ministre leur remis tout de même leur licence. Je ne crois pas qu'on pouvait faire cela après qu'ils avaient vendu.

Sommes additionnelles pour arpentages, etc..... \$75,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Ce crédit veut dire apparemment que l'on s'était trompé de la moitié environ sur la dépense totale.

M. WHITE (Cardwell) : Oui, mais je crois que la Chambre n'aura pas à se plaindre de cela l'année prochaine. Nous devons payer des sommes considérables aux arpenteurs au printemps, et il était si tard cette année qu'il a fallu un mandat du gouverneur.

M. MITCHELL : Lorsque l'immigration est si peu considérable, est-il nécessaire d'encourir de telles dépenses pour des arpentages ?

M. WHITE (Cardwell) : Oui ; une bonne partie de ce crédit doit être dépensée dans la Colombie-Anglaise, et dans les territoires de l'Yukon, et dans les endroits où les colons aiment à aller. Je ne crois pas qu'aucun arpentage soit inutile.

Comptes des territoires..... \$400,869.52

Sir RICHARD CARTWRIGHT : J'aimerais à savoir pourquoi ce crédit. Devons-nous avoir ces comptes indéfiniment ? L'honorable ministre veut-il ouvrir une nouvelle colonne de dépenses dans les livres de son ministère ?